

Monsieur le Conseiller fédéral  
Madame la Conseillère d'Etat,  
Monsieur le Conseiller d'Etat,  
Madame la Directrice du Gymnase,  
Monsieur le Directeur du CEPM,  
Monsieur le Directeur d'Agricologie,  
Mesdames, Messieurs les Conseillers  
nationaux,  
Mesdames, Messieurs les Députés,  
Mesdames, Messieurs les Syndics  
Mesdames, Messieurs les membres des  
autorités communales,  
Mesdames, Messieurs, en vos titres  
grades et fonctions  
Mesdames, Messieurs,

Dans la mesure où elle représente  
l'ensemble de l'institution, la présidence  
du Grand Conseil se doit de respecter une

**certaine neutralité** dans ses prises de parole lors de visites officielles.

Parfois, cela ne pose pas trop de problème - *je n'ai pas un avis très tranché sur le chant choral dans le Pays de Vaud ou j'étais récemment invitée.*

Parfois, c'est un peu plus compliqué !

En tant que députée verte – et ancienne élève de Marcelin – j'aurais effectivement beaucoup de choses à dire sur le thème proposé pour cet anniversaire :

**« Productivité et durabilité, un défi de l'économie que la formation ne peut ignorer » .**

Mais pour ne pas risquer le « **faux pas** », je me contenterai de passer en revue quelques objets parlementaires traitant de ces thèmes dont le Grand Conseil a

débatu ces dernières années - *et qui ont parfois donné lieu à des passes d'armes mémorables.*

Depuis la création du Grand Conseil en 1803, les agriculteurs – *puis les agricultrices, lors du siècle suivant* – ont toujours été bien représentés au sein de l'institution. Dans sa composition actuelle, plus **d'une trentaine de membres** du Grand Conseil travaillent la **terre**.

On dénombre ainsi dans nos rangs : des agriculteur-trice-s, des paysan-ne-s, des viticulteur-trice-s, des arboriculteur-trice-s, des vigneron-ne-s, des maîtres et maîtresses agricoles ou encore des ingénieur-e-s en gestion de la nature, ingénieur agronome, œnologues.

Les interpellations, motions et postulats déposés ayant trait à l'agriculture sont assez nombreux et, depuis quelques

années, ils concernent de plus en plus souvent l'agriculture durable.

Depuis le milieu des années 2000, le Grand Conseil a ainsi vu passer une **douzaine d'objets relatifs aux organismes génétiquement modifiés (OGM)**.

Lors de la dernière législature, ce sont surtout les **pesticides** qui ont retenu l'attention des députés. Rappelez-vous qu'au printemps dernier, le peuple suisse était invité à se prononcer sur les deux initiatives fédérales « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » et « Pour une eau potable propre et une alimentation saine ».

A plusieurs reprises, ces deux objets fédéraux ont quelque peu débordé dans les débats du Parlement cantonal. Et encore, je ne parle pas de tous les objets concernant la firme Monsanto...

« **Lorsqu'il s'agit d'agriculture, le débat devient immédiatement émotionnel.** », cette assertion du député Jean-Bernard Chevalley – lui-même Ingénieur agronome – s'avère malheureusement souvent véridique.

Les débats deviennent **parfois** houleux et il n'est pas rare que la présidence doive rappeler les députées et députés à l'ordre – ou à la concision.

Pratiquement, on entre très vite dans une logique de confrontation : le paysan contre le citadin ; « **ceux qui donnent des leçons derrière leur ordinateur** » contre « **ceux qui mettent les mains dans la terre** ». Lorsqu'un objet parlementaire concernant les pesticides est déposé, les représentants de la paysannerie rappellent qu'ils prennent déjà soin de la terre, leur principal outil de production.

**« Le monde agricole en a marre d'entendre qu'il est le seul responsable de tous les maux »** se désole le député et vigneron-encaveur Maurice Neyroud. De l'autre côté de l'hémicycle, chiffres et exemples à l'appui, on rappelle les conséquences inéluctables du dérèglement climatique.

L'aspect économique est aussi mis en avant dans les débats. Si certains députés-agriculteurs cultivent déjà des produits bio et le déclarent fièrement, d'autres sont encore réticents, notamment en raison de la baisse de rendement : « Aujourd'hui, il n'y a pas de solution ; le bio ou rien... mais avec le bio, la production se voit diminuée. » déclare le député Yvan Pahud, avec comme corolaire une importation de produits depuis des pays beaucoup moins écoresponsables que la Suisse.

Pierre-Yves Rappaz : résume ainsi la situation « Ainsi, la Suisse sera un « **Bioland** », mais vous aurez des produits largement arrosés par du glyphosate qui viendront de l'étranger. »

On le voit, la problématique est complexe, sans compter qu'elle dépasse souvent les frontières cantonales, voire nationales. Et tout ceci, sans même parler des paiements directs qui s'invitent immanquablement dans les débats du Grand Conseil.

Je ne voudrais pas terminer mon allocution et laissant penser que tous les objets parlementaires concernant l'agriculture se transforment en dialogue de sourds lorsqu'ils passent devant le Grand Conseil.

Raphaël Mahaim, ancien député vert devenu conseiller national **pondère bien**

les choses : « J'estime que nous n'avons pas besoin d'une logique de confrontation, mais plutôt de **collaboration**.

Peut-être le côté gauche de l'hémicycle doit-il l'admettre, cela passera par l'accompagnement et le soutien aux paysans (...) Cependant, si l'autre côté se braque en agitant le spectre de l'apocalypse, refusant de réfléchir aux solutions, alors nous (...) aurons raté les possibilités d'accompagner la transition.

Nous devrions **travailler ensemble**, nous accorder à accompagner la transition visant à rendre l'agriculture **plus durable**, de sorte que cette dernière s'opère de façon harmonieuse et soutenable pour les familles paysannes qui tirent la langue. »

Neutralité politique oblige, je me dois aussi de signaler le postulat Jean-Bernard Chevalley déposé au nom du groupe UDC  
« **Pour une agriculture productrice et nourricière résolument inscrite dans le**

**développement durable.** » Ce postulat, accepté par le Grand Conseil le 2 juillet 2019, attend toujours une réponse du Conseil d'Etat. Il demande notamment de « **mettre en place des mesures supplémentaires,** nécessaires au développement de la recherche appliquée et de la formation professionnelle, vulgarisation comprise, en permettant la mise en application des nouvelles techniques de production alliant respect de l'environnement et agriculture productrice. »

Sur ce point, M. Chevalley a raison : la **solution de ce défi passera inévitablement par la formation.** A ce titre, j'ai constaté avec plaisir que dans le plan d'études de l'Agrologie, une part importante de l'enseignement était consacrée à l'écologie et au développement durable. On parle aujourd'hui « de productivité **et de**

durabilité » et non pas « de productivité **ou** de durabilité ». Aussi, dans quelques années, si certains étudiants de l'Agrilogie décident de venir user les chaises du Grand Conseil – ce que je les encourage fortement à faire – je suis persuadée que les débats concernant l'agriculture seront un peu plus apaisés... C'est du moins tout le mal que je souhaite à celle ou celui qui prendra ma place à la tribune présidentielle.

Je ne peux pas terminer mon allocution sans mentionner le fort soutien du Grand Conseil pour les filières de formations que sont l'apprentissage et le gymnase, dont j'ai peu parlé dans mon allocution. Sachez que notre système de formation duale est largement soutenu par le Grand Conseil qui en débat aussi régulièrement. Les gymnases sont au cœur de nos préoccupations car il en faut construire un certain nombre. Cette diversité de

formations et de passerelles qu'il existe entre elles est largement soutenue par les élus cantonaux.

Je mentionne qu'en ce moment, le **championnat suisse des apprentissages « Swiss skills »** se tient à Berne. Les meilleurs jeunes professionnels de tout le pays présentent leur savoir-faire durant ce grand événement, avec une belle délégation vaudoise, soutenue encore récemment par Monsieur le Conseiller fédéral Guy Parlmelin ainsi que par Monsieur le Conseiller d'Etat Frédéric Borloz !

Merci de votre attention !